

Emission obligataire Frime Invest sprl
€ 0,45M-12-2018 / 12-2020
Reporting trimestriel à fin T4 2019

Trésorerie

La trésorerie est de € 40 K à la fin du 4^{er} trim. de 2019.

L'écart par rapport aux prévisions est expliqué par les paiements d'acompte pour les châssis, ascenseurs, etc...sans utiliser encore la ligne de crédit bancaire qui reste totalement utilisable.

Activité commerciale pendant le trimestre analysé

Aucune démarche de commercialisation n'a été lancée.
Ce qui était volontaire.

Mais maintenant que le projet est figé et que les plans sont définis, la commercialisation sera lancée dès la réalisation des images 3D (en cours).

Frime Invest reçoit en effet régulièrement des demandes de prix et des marques d'intérêts.

Activité de développement pendant le trimestre analysé

C'est le sujet sensible de ce dossier puisque les travaux ont pris près de 4 mois de retard.

En effet, les travaux de gros œuvre sont suspendus depuis début octobre en raison des oppositions sur la stabilité du projet, liée au rachat du mitoyen.

Rachat qu'à fin septembre Frime Invest pensait avoir résolu.

Mais au contraire. Le bureau conseil de la partie adverse a mis en cause la stabilité future du bâtiment mitoyen (le 152) suite à la rehausse du 150 (le projet de Frime Invest).

Des essais de sol ont dû être refaits après discussion entre parties et les calculs de stabilité ont dû être entièrement revus.

Frime Invest a alors directement nommé un nouveau bureau d'ingénieur spécialisé.

Ces calculs et une note complète ont été soumis juste avant les congés de Noël et respectent maintenant les attentes de la partie adverse. Frime Invest espère donc la résolution finale de ce litige qui a occasionné ce gros retard.

Parallèlement à ce gros souci, les menuiseries extérieures ont été commandées, le détail des balcons est fait et l'acoustique a été revue.

Des cloisons en dur seront placées à tous les étages neufs (soit la rehausse), et pas du gyproc comme initialement prévu.

En conclusion de ce suivi trimestriel, le rythme des travaux qui devraient reprendre ce mois de janvier ainsi que celui des ventes seront suivis de près chaque trimestre afin de tirer la conclusion dès l'été quant à une extension de la durée de l'obligation (option d'extension de 6 mois maximum prévue dans les termes et conditions).